



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UDR-CRT-2022-040-AC		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société G.E.P.E.I.F. rue Descartes 69190 SAINT-FONS	S3IC 0061. 03723 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : station de traitement d'effluents industriels		
Date du contrôle : 16 mars 2022		
Inspecteur(s) : Arnaud CÉLARD		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle : demande de l'exploitant
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident du :	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thèmes du contrôle • Rejets dans l'eau		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Les différents équipements de la station d'épuration		
Référentiel du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 juin 2009 modifié • Arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017 (arrêté consolidé) • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019 • Arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2022 (sanction administrative)		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. VANDECAVEZ	SOLVAY	Gérant du GEPEIF
M. LEVOL	SOLVAY	Ingénieur HSE SFS
M. AZIEZ	VEOLIA EAU	Responsable d'exploitation
Mme TISSOT	SOLVAY	Responsable HSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL-PRICAE <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Contexte

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduaires provenant des usines RHODIA Saint-Fons Spécialités et POLYTECHNYL Belle-Etoile. Le GEPEIF traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de l'usine BAXTER (ex Gambro) de Meyzieu.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017 autorise la société GEPEIF à traiter des effluents provenant d'autres industriels et arrivant par citerne sur le site.

Par arrêté préfectoral du 13 février 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites d'émission dans ses rejets aqueux fixées par l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017 avant le 31 décembre 2019.

Lors de l'inspection du 9 novembre 2020, il a été constaté que les valeurs limites de rejet pour l'aluminium n'étaient toujours pas respectées. Après prise en compte des justifications par l'exploitant de ce non-respect, il a été demandé à ce dernier de respecter ses valeurs limites de rejet au plus tard le 31 mars 2021. La remise en service de la station Corelec de l'usine RHODIA Saint-Fons Spécialités étant programmée pour permettre le retour à la conformité, il a été demandé à l'exploitant de transmettre l'offre signée concernant la mise à niveau de cette station avant fin décembre 2020.

Par courrier du 2 février 2021, le GEPEIF a informé la DREAL que l'offre pour la remise en service de la station Corelec n'était toujours pas signée, et qu'il lui serait donc impossible de démarrer le traitement des rejets aqueux au 31 mars 2021. Aucun délai ou proposition alternative n'a été présentée dans ce courrier.

L'inspection du 27 avril 2021 a mis en avant un non-respect persistant de la VLE sur les rejets en aluminium, malgré la mise en demeure parvenue à échéance le 31 décembre 2019, et les engagements de l'exploitant sur un retour à la conformité le 31 mars 2021. Il a été pris, par arrêté préfectoral du 6 janvier 2022, une sanction administrative d'astreinte journalière d'un montant de 200 euros.

L'exploitant a demandé la réalisation d'une inspection le 16 mars 2022 afin de constater le retour à la conformité.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d’inspection

Constat N°1 : dépassements en aluminium		
<ul style="list-style-type: none"> l’inspection a porté essentiellement sur les rejets en aluminium du GEPEIF. Le tableau présenté par l’exploitant, en annexe du présent rapport, a montré qu’entre le 1^{er} février et le 9 mars 2022, les rejets en aluminium du GEPEIF étaient conformes aux VLE en concentration et en flux (2mg/l et 14 kg/j), hormis la concentration du 7 février (2,05 mg/l). L’exploitant a ainsi prouvé qu’il était capable de respecter cette VLE. L’exploitant a justifié ce retour à la conformité par l’amélioration de la qualité de la matière première utilisée sur le site DOMO, réduisant le besoin en catalyseur à l’origine des rejets riches en aluminium au GEPEIF. Suite à la demande de l’inspection, l’exploitant n’a pu garantir un maintien de la qualité de ses rejets dans le temps. L’inspection a donc informé l’exploitant qu’une autre inspection sur cette thématique pourrait avoir lieu au cours de l’année 2022. Les rejets en aluminium du GEPEIF ayant été conformes pendant 30 jours, il est proposé la liquidation de l’astreinte. Cette astreinte journalière de 200 € s’applique du 10 janvier 2022 (date de réception de l’arrêté de sanction par l’exploitant) au 16 mars 2022 (date du constat et de la justification du retour à la conformité), soit 70 jours, pour une astreinte totale d’un montant de 14 000 € (quatorze mille euros). 		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d’observation	<i>§1 de l’APC du 06/01/2022</i> <i>« le paiement de l’astreinte est ordonné jusqu’à ce que l’exploitant justifie du respect des VLE concernant les rejets d’aluminium dans l’eau pour une durée d’au moins 30 jours »</i>	-
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition d’application de l’APC de sanction administrative		

- L’exploitant a transmis par mail du 24 février 2022 un tableau de commentaires de sa déclaration GIDAF relatif aux dépassements des VLE sur les rejets aqueux survenus au cours du mois de janvier 2022. Ce tableau a été parcouru en séance. L’exploitant justifie certains des dépassements (NTK, DCO, MEST, DBO5, Phénol) par le lancement d’une campagne de production « Eugénol » sur le site de Rhodia Opération dont le GEPEIF reçoit les effluents. Ces dépassements ont été justifiés par un envoi trop soutenu de rejets pour les capacités de traitement du GEPEIF. Les rejets des prochaines campagnes seront temporisés afin de lisser la charge à traiter sur le GEPEIF et éviter de nouveaux dépassements.
- L’arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019 portant en son article 1^{er} sur le respect de l’ensemble des VLE fixées à l’article 4.7.5 de l’arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017, il n’est pas possible de proposer la levée de la mise en demeure. D’autres inspections portant sur le respect de la mise en demeure du 13 février 2019 pourront être menées au cours de l’année 2022, pouvant donner lieu, en cas de non respect, à des sanctions administratives et pénales.

- L'exploitant a informé l'inspection d'une demande de modification de la VLE aluminium en concentration et en flux dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED. Il a été rappelé, par mail du 16 mars 2022, que cette demande devrait s'accompagner d'un argumentaire portant sur l'acceptabilité par le milieu, les raisons techniques et les raisons économiques de cet allègement de prescription.
- Suite à cette demande d'allègement de prescription, l'exploitant a demandé à ne pas être sanctionné en cas de non respect de l'actuelle VLE. L'inspection a donc rappelé que la demande d'allègement pouvait recevoir une suite défavorable, et que la VLE actuellement en vigueur s'appliquerait jusqu'à signature d'un arrêté préfectoral la modifiant.

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) : application des sanctions administratives

Synthèse des suites :

À l'issue de cette visite du 16 mars 2022, il a été constaté que la VLE sur l'aluminium avait été respectée entre le 8 février et le 9 mars. Il est donc proposé la liquidation de la sanction administrative et une application de l'astreinte journalière pour 70 jours. L'exploitant n'ayant pu garantir un retour durable à la conformité, d'autres inspections concernant le respect de la mise en demeure du 13 février 2019 seront menées. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019 portant en son article 1^{er} sur le respect de l'ensemble des VLE fixées à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017, il n'est pas possible de proposer la levée de la mise en demeure. D'autres inspections portant sur le respect de la mise en demeure du 13 février 2019 pourront être menées au cours de l'année 2022, pouvant donner lieu, en cas de non-respect, à des sanctions administratives et pénales.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départementale du Rhône	Le chef de l'unité départementale du Rhône

Annexes :

Annexe 1 : tableau des VLE fixées par l'article 4.7.5 de l'APC du 20 octobre 2017

Annexe 2 : Mesure de l'aluminium dans les rejets aqueux entre le 1^{er} février et le 9 mars 2022

4.7.5 - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration, flux et en rendement (lorsque celui-ci est précisé) ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.6)

Moyen journalier : 7 000 m³/j			
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Rendement moyen journalier %
DCO nd	300	1500	>85%
DBO5	30	150	
MES	35	150	
NTK	30	150	
P total	10	70	
Indice phénols	0.3	2.1	
Cr	0.5	3.5	
Al	2	14	
AOX	1	7	
CN ⁻	0,1	0,35	
As	0,05	0,175	
Indice hydrocarbure	1	7	
Chlorures	3 g/l		
Sulfates	5 g/l		

Annexe 2 : Rejets en aluminium du GEPEIF depuis le 1^{er} février 2022

Date	Alu	
	mg/l	kg/j
VLE	2	14
01-févr	1,5	7,36
02-févr	1,6	9,3
03-févr	1,85	10,14
04-févr	1,69	9,16
05-févr	1,88	10,04
06-févr	1,93	9,23
07-févr	2,05	9,32
08-févr	1,88	8,63
09-févr	1,75	8,39
10-févr	1,65	7,97
11-févr	1,41	6,54
12-févr	1,25	6,05
13-févr	1,02	5,1
14-févr	1,06	5,59
15-févr	1,05	5,66
16-févr	1,04	5,21
17-févr	1,04	5,49
18-févr	1,04	7,12
19-févr	1	6,57
20-févr	0,97	5,88
21-févr	0,9	5,62
22-févr	0,82	4,65
23-févr	0,65	4,18
24-févr	0,99	6,49
25-févr	1,03	6,1
26-févr	1,03	6,34
27-févr	1,01	5,74
28-févr	0,93	5,81
01-mars	1,17	7,92
02-mars	1,42	9,77
03-mars	1,54	10,48
04-mars	1,45	9,65
05-mars	1,63	10,76
06-mars	1,56	10,33
07-mars	1,43	9,51
08-mars	1,27	8,09
09-mars	1,33	8,69
10-mars		
11-mars		
12-mars		

